



OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER
BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Le 11 août 2020

L'honorable Marc Miller
Ministre des Services aux Autochtones
10, rue Wellington
Arrêt postal 2100BH
28ième étage
Gatineau (Québec) K1A 0H4

Marc.Miller@canada.ca

Demande d'information : IR0523

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez sans doute, le directeur parlementaire du budget (DPB) fournit au Sénat et à la Chambre des communes, de façon indépendante et non partisane, des analyses sur des questions relatives aux finances et à l'économie canadiennes, les budgets de dépenses et à certains autres documents, ainsi qu'au coût de certaines mesures. Dans l'exercice de ce mandat, je dois souvent obtenir des renseignements détenus par les ministères et les sociétés d'État. Conformément à l'article 79.4 de la *Loi sur le Parlement du Canada*, mon bureau a le pouvoir de prendre connaissance, gratuitement et en temps opportun – sous réserve d'exceptions limitées – des renseignements exigés.

Je procède actuellement à une analyse en vertu de l'alinéa 79.2(1)a) de la *Loi sur le Parlement du Canada*, qui confère au DPB le mandat de préparer des rapports contenant ses analyses concernant les documents du gouvernement fédéral suivants : (i) les budgets déposés par le ministre des Finances ou pour son compte, (ii) les mises à jour ou les exposés économiques et financiers soumis par le ministre des Finances, (iii) les rapports sur la viabilité financière soumis par le ministre des Finances, (iv) les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice.

Depuis la dernière demande d'information (IR0489), votre ministère a annoncé d'autres mesures liées à la pandémie de COVID-19. Pour cette analyse, je demande des renseignements sur les mesures qui ont été prises et qui seront prises par votre organisation en raison de la pandémie de COVID-19. Plus précisément, je cherche à obtenir des renseignements sur l'utilisation de chaque mesure annoncée ou à venir (p. ex. combien de personnes et d'organismes ont recours à la mesure) et les sommes d'argent correspondantes. Si l'une des mesures comprend des paiements de transfert, je demande aussi des détails supplémentaires sur l'utilisation des fonds.

Par exemple :

- Mesures annoncées dans le cadre d'un financement additionnel visant à fournir un soutien sanitaire, économique et social aux peuples et aux communautés autochtones, y compris :
 - Financement de 285,1 millions de dollars pour appuyer les interventions en matière de santé en cours dans les communautés autochtones
 - Nombre de communautés qui bénéficient de cette mesure et sommes d'argent connexes
- Supplément de 270 millions de dollars au Programme d'aide au revenu dans les réserves
 - Nombre de bénéficiaires et sommes d'argent connexes
- Construction de 12 nouveaux refuges pour protéger et soutenir les femmes et les filles autochtones qui sont victimes de violence et qui fuient la violence
 - Sommes d'argent utilisées
- Soutien supplémentaire de 133 millions de dollars pour les entreprises autochtones
 - Nombre d'entreprises ayant recours à cette mesure et sommes d'argent connexes

Idéalement, j'aimerais que ces renseignements me soient fournis chaque semaine. Cependant, si c'est impossible, veuillez me les fournir aussi souvent que possible.

Afin de fournir des analyses aux parlementaires dans des délais raisonnables, je vous demande de me fournir ces renseignements au plus tard le **1^{er} septembre 2020**. Si l'accès aux renseignements demandés ne peut pas être accordé avant cette date, vous ou votre sous-ministre devez m'en aviser aussitôt que possible.

Si vous ou votre personnel avez des questions concernant cette demande d'information, vous pouvez communiquer directement avec l'analyste responsable, Jill Giswold (Jill.Giswold@parl.gc.ca, 613-297-3856).

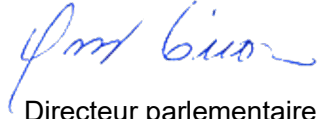
Vous trouverez ci-joint un formulaire de réponse. Vous devez le remplir et nous le renvoyer d'ici le **1^{er} septembre 2020**, peu importe que vous nous fournissiez l'information demandée ou non. Si vous refusez de donner accès aux renseignements demandés vous ou votre sous-ministre devez fournir par écrit les raisons justifiant le refus, comme l'exige l'article 79.41 de la *Loi sur le Parlement du Canada*.

La lettre de réponse sera affichée sur le site Web du DPB et, par conséquent, ne devrait pas porter la mention « confidentiel ». Veuillez donc joindre les renseignements demandés séparément. Si ceux-ci sont considérés confidentiels, prière de l'indiquer clairement, soit sur le fichier électronique, soit sur la version papier selon le cas.

L'objectif principal du DPB sont de fournir des analyses rapides et efficaces au Sénat et à la Chambre des communes, et ainsi promouvoir une plus grande transparence budgétaire et une meilleure reddition de comptes. Ceci repose, en grande partie, sur un libre accès, en temps opportun, à l'information de qualité détenue par les ministères. Ce faisant, vous nous aidez à mieux servir le Sénat, la Chambre des communes, les sénateurs et les députés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Yves Giroux



Directeur parlementaire du budget

c. c. Antoine Brunelle-Côté, Bureau du Conseil privé, Secrétaire adjoint du Cabinet; Secrétariat de liaison de politique macroéconomique
Jean-François Tremblay, Sous-ministre, Services aux Autochtones Canada

Pièce jointe : Formulaire de réponse pour IR0523